

Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française (SCP 327.02)

Convention collective de travail du 21 janvier 2020.

Remplacement de la convention collective de travail du 18 avril 2016 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française".

A. INSTITUTION

Article 1er.

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française institue un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française", dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française ainsi qu'aux travailleurs qu'ils occupent.

Art. 3.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 18 avril 2016 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" (numéro d'enregistrement 134542) rendue obligatoire par l'arrêté royal du 18 octobre 2017 publié au Moniteur belge du 13 novembre 2017.

A l'exception de l'article 6 point 3 et point 4 qui rentrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020, la présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2020. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1^{er} janvier de l'année suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire.

B. STATUTS

CHAPITRE 1er. Dénomination et siège social

Art. 4.

Au 15 décembre 2014, il est institué un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française". Le fonds établit son siège social Square Saintelette 13-15, à 1000 Bruxelles. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du comité de gestion prévu à l'article 11.

CHAPITRE II. Objet

Art. 5.

Le fonds régi par la présente convention a pour objet la redistribution des moyens financiers dont il dispose aux fins de financer, octroyer et liquider les avantages sociaux suivants, au bénéfice des travailleurs, des employeurs visés à l'article 2 ainsi que des organisations syndicales et patronales :

- Complément du Fonds de sécurité d'existence dans le cadre du régime de chômage ;
- Formation ETA ;
- Formation des moniteurs ;
- Formation syndicale ;
- Prime syndicale ;
- Promotion économique du secteur ;
- Actions pour le bien-être au travail.

CHAPITRE III. Financement

Art. 6.

Les moyens du fonds se composent :

1. des cotisations versées trimestriellement à l'Office national de sécurité sociale par les entreprises de travail adapté. Ces cotisations sont fixées par la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française. Le pourcentage de la cotisation est fixé par convention collective de travail distincte ;
2. du produit éventuel d'intérêts résultant de ces ressources capitalisées;
3. D'une subvention annuelle de 233.000 euros, versée par le Service public francophone bruxellois (SPFB) au Fonds de sécurité d'existence en matière de formation, de primes syndicales et de régime de chômage avec complément d'entreprises (RCC) des travailleurs subsidiés pour lesquels une subvention a été octroyée pendant au minimum 15 trimestres au cours des cinq dernières années précédant la date du début de RCC (conformément à l'article 94 de l'arrêté 2018/2292 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux entreprises de travail adapté du 28 novembre 2019).
4. D'une subvention annuelle de 63.000 euros octroyée par le SPFB au Fonds de sécurité d'existence en matière de promotion économique du secteur en vue de financer un emploi à temps plein d'un travailleur dont la mission consiste en la promotion économique du secteur (conformément à l'article 95§1 de l'arrêté 2018/2292 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux entreprises de travail adapté du 28 novembre 2019).
5. D'une subvention annuelle de 50.000 euros octroyée par le SPFB au Fonds de sécurité d'existence pour développer des campagnes et autres outils de promotion du secteur (conformément à l'article 95§2 de l'arrêté 2018/2292 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux entreprises de travail adapté du 28 novembre 2019).
6. Conformément à l'article 96 de l'arrêté 2018/2292 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux entreprises de travail adapté du 28 novembre 2019, le non dépensé dégressif de la prime de fin d'année pour les années 2019, 2020 et 2021 sera affecté aux missions du Fonds de sécurité d'existence. Le montant non dépensé sera établi par le SPFB et validé par le Membre du Collège chargé du budget.
7. Les montants repris aux points 3, 4 et 5 du présent article sont liés à l'indice-pivot du mois d'août 2018 et s'adaptent conformément aux dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public à l'exception du délai de l'augmentation ou de la diminution. Celle-ci est appliquée à partir du 1er mois qui suit le mois dont l'indice atteint le chiffre qui justifie une modification.

Art. 7.

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 8.

Les frais d'administration du fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 11. Ces frais sont couverts par les ressources visées à l'article 6, points 1., 2. et 3.

CHAPITRE IV. Bénéficiaires, octroi et liquidation des avantages

Art. 9.

Les travailleurs des entreprises visées à l'article 2 ont droit aux avantages sociaux dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire.

Art. 10.

La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au versement des cotisations dues par l'employeur.

CHAPTIRE V. Gestion

Art. 11.

Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire composé de quatre membres effectifs, ainsi que par un représentant du SPFB ayant voix consultative et disposant d'un droit de veto.

Ces membres sont désignés par la Sous-commission paritaire, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période qui est fixée par la Sous-commission paritaire.

Le mandat de membre du comité de gestion prend fin en cas de démission ou de décès, lorsque la durée dudit mandat est expirée, lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Art. 12.

Les membres du comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 13.

Le comité de gestion choisit un président et un vice-président parmi ses membres, issus respectivement et alternativement de la délégation des employeurs et de la délégation des travailleurs. Chaque organisation représentative dispose d'un mandat soit de président, soit de vice-président.

Le comité de gestion désigne également la (les) personne(s) chargée(s) du secrétariat.

Art. 14.

Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par la loi et par les présents statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant, par un gestionnaire délégué, désigné à cet effet par le comité de gestion.

Le comité de gestion a notamment pour missions:

1. De procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds ;
2. D'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
3. De déterminer les frais d'administration, de même que la qualité des recettes annuelles couvrant ces frais ;
4. De transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous-commission paritaire.

Art. 15.

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, soit à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Le comité de gestion peut inviter des experts et/ou techniciens.

Art. 16.

Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

CHAPITRE VI. Répartition de l'affectation des ressources

Art. 17.

L'affectation et la répartition des ressources du fonds sont déterminées dans une convention collective de travail distincte.

Le comité de gestion du fonds est tenu de veiller à la bonne gestion du fonds de sécurité d'existence, notamment en prenant toute mesure nécessaire afin d'assumer la continuité des paiements des compléments du Fonds de sécurité d'existence dans le cadre du régime de chômage et de la formation du personnel (conformément à l'article 25 de l'arrêté 2018/2292 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux entreprises de travail adapté du 28 novembre 2019).

Le comité de gestion se réunit chaque année afin de réaliser une estimation du nombre des futurs chômeurs avec complément du Fonds de sécurité d'existence.

CHAPITRE VII. Contrôle - Bilan et comptes

Art. 18.

Chaque année, les bilan et comptes annuels de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre. Ils sont révisés et approuvés par le comité de gestion pour le 30 juin de l'année suivante et communiqués au SPFB.

Art. 19.

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire désigne un réviseur ou expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Sous-commission paritaire.

De plus, il informe régulièrement le comité de gestion du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VIII. Dissolution et liquidation

Art. 20.

Le fonds est institué pour une période indéterminée. Il est dissout par la Sous-commission paritaire, moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au président de la Sous-commission paritaire. La Sous-commission paritaire précitée décide de la destination des biens et des valeurs du fonds, après le paiement du passif.

Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue du quel le fonds a été institué.

Art. 21.

La Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie (PSC 327.02)

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 21 januari 2020.

Vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 april 2016 betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie".

A. OPRICHTING

Artikel 1.

Via deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid voert het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie een fonds voor bestaanszekerheid in genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie, waarvan de statuten hierna worden vastgelegd.

Art. 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie en op de werknemers die ze in dienst hebben.

Art. 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 april 2016 betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie" (registratienummer 134542) die algemeen verbindend is verklaard door het koninklijk besluit van 18 oktober 2017 dat is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 13 november 2017.

Met uitzondering van artikel 6 punt 3 en punt 4 die in werking treden op 1 juli 2020, treedt deze collectieve arbeidsovereenkomst in werking op 1 januari 2020. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd vóór 30 juni van elk jaar met ingang op 1 januari van het volgende jaar. De opzegging moet worden betekend bij aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité.

B. STATUTEN

HOOFDSTUK 1. Benaming en maatschappelijke zetel

Art. 4.

Op 15 december 2014 is een fonds voor bestaanszekerheid, genoemd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen die gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschapscommissie" opgericht. Het fonds vestigt zijn maatschappelijke zetel aan het Saincteletteplein 13-15, te 1000 Brussel. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van het beheerscomité, zoals voorzien bij artikel 11, elders worden overgeplaatst.

HOOFDSTUK II. Doel

Art. 5.

Het fonds dat wordt geregeld door deze overeenkomst, heeft tot doel financiële middelen te herverdelen, waarover het beschikt om de volgende sociale voordelen te financieren, toe te kennen en te betalen ten behoeve van de werknemers en werkgevers die worden bedoeld in artikel 2, alsook de vakorganisaties en werkgeversorganisaties:

- Toeslag van het Fonds voor bestaanszekerheid in het kader van het werkloosheidsstelsel;
- Opleiding BW;
- Opleiding van monitoren;
- Vakbondsopleiding;
- Vakbondspremie;
- Economische bevordering van de sector;
- Acties voor het welzijn op het werk.

HOOFDSTUK III. Financiering

Art. 6.

De financiële middelen van het fonds bestaan uit:

1. bijdragen die trimestrieel door de beschutte werkplaatsen worden gestort aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Deze bijdragen zijn bepaald door het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie Het percentage van de bijdrage wordt door een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst vastgesteld;
2. de eventuele opbrengst van intresten die voortvloeien uit deze gekapitaliseerde middelen;
3. een jaarlijkse subsidie van 233.000 euro, die wordt gestort door de Service publique francophone bruxellois (SPFB) aan het Fonds voor Bestaanszekerheid inzake opleiding, vakbondspremies en het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (SWT) van de gesubsidieerde werknemers voor wie een subsidie werd toegekend gedurende ten minste 15 trimesters tijdens de vijf laatste jaren die voorafgaan een de datum van de start van het SWT (conform artikel 94 van het besluit 2018/2292 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de beschutte werkplaatsen van 28 november 2019).
4. een jaarlijkse subsidie van 63.000 euro die door de SPFB wordt toegekend aan het Fonds voor bestaanszekerheid inzake de economische bevordering van de sector om een voltijdse baan te financieren van een werknemer wiens taak erin bestaat de sector economisch te bevorderen (conform artikel 95§1 van het besluit 2018/2292 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de beschutte werkplaatsen van 28 november 2019).
5. een jaarlijkse subsidie van 50.000 euro die door de SPFB wordt toegekend aan het Fonds voor bestaanszekerheid om campagnes en andere middelen te ontwikkelen ter bevordering van de sector (conform artikel 95§2 van het besluit 2018/2292 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de beschutte werkplaatsen van 28 november 2019).
6. Conform artikel 96 van het besluit 2018/2292 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de beschutte werkplaatsen van 28 november 2019, zal het degressieve niet-bestede deel van de eindejaarspremie voor de jaren 2019, 2020 en 2021 worden besteed aan de taken van het Fonds voor bestaanszekerheid Het niet-bestede bedrag zal worden vastgesteld door de SPFB en goedgekeurd door het Collegelid dat belast is met het budget.
7. De bedragen die worden vermeld in de punten 3, 4 en 5 van dit artikel, zijn gekoppeld aan de spilindex van de maand augustus 2018 en worden aangepast conform de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld met uitzondering van de termijn van de verhoging of de daling. Deze wordt toegepast vanaf de eerste maand die volgt op de maand waarin de index het cijfer bereikt die een wijziging rechtvaardigt.

Art. 7.

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid met toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 8.

De administratiekosten van het fonds worden jaarlijks vastgesteld door de paritaire raad van beheer, bedoeld in artikel 11.

Deze kosten worden gedekt door de middelen bedoeld in artikel 6, punten 1., 2. en 3.

HOOFDSTUK IV. Begunstigden, toekenning en betaling van de voordelen

Art. 9.

De werknemers van de ondernemingen bedoeld in artikel 2 hebben recht op de sociale voordelen waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald door een collectieve arbeidsovereenkomst die gesloten wordt in het Paritair Subcomité.

Art. 10.

De vereffening van de voordelen mag in geen geval ondergeschikt zijn aan de storting van de bijdragen verschuldigd door de werkgever.

HOOFDSTUK V. Beheer**Art. 11.**

Het fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité dat bestaat uit vier gewone leden en een vertegenwoordiger van de SPFB die een raadgevende stem heeft en beschikt over een vetorecht.

Deze leden worden aangeduid door het Paritair Subcomité voor de helft op voorstel van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voorstel van de representatieve werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangeduid voor een periode die wordt bepaald door het Paritair Subcomité.

Het mandaat van lid van het beheerscomité neemt een einde in geval van ontslag of overlijden van de betrokkene of wanneer de duur van dit mandaat verstreken is, wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen zijn/haar vervanging vraagt of wanneer het betreffende lid niet langer deel uitmaakt van de organisatie die hem/haar heeft voorgedragen.

Het nieuwe lid voltooit indien nodig het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van het beheerscomité kunnen worden vernieuwd.

Art. 12.

De leden van de raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen die door het fonds worden aangegaan. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat zij hebben gekregen.

Art. 13.

Het beheerscomité kiest een voorzitter en een vicevoorzitter onder de leden van het comité, die respectievelijk en beurtelings uit de afvaardiging van de werknemers en uit de afvaardiging van de werkgevers komen. Elke representatieve organisatie beschikt over een mandaat, hetzij van voorzitter hetzij van vicevoorzitter.

Het beheerscomité duidt ook de personen aan die belast zijn met het secretariaat.

Art. 14.

Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de beperkingen vastgesteld door de wet of door deze statuten.

Behalve bij andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit op in al zijn handelingen en handelt in rechte door toedoen van de voorzitter of van de vicevoorzitter, die gezamenlijk handelen, en die ieder desgevallend vervangen worden door een afgevaardigd beheerder, die hiertoe wordt aangesteld door het beheerscomité.

Het beheerscomité heeft met name als opdracht:

1. Eventueel personeel van het fonds aan te werven en te ontslaan;
2. Toezicht uit te oefenen en alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
3. De administratiekosten te bepalen, alsook de aard van de jaarlijkse inkomsten die deze kosten dekken;
4. Elk jaar in juni een schriftelijk verslag over de uitvoering van zijn taak te bezorgen aan het Paritair Subcomité.

Art. 15.

Het beheerscomité komt ten minste één keer per semester bijeen in de zetel van het fonds, ofwel na bijeenroeping van de voorzitter die ambtshalve handelt, ofwel op verzoek van ten minste de helft van de leden van het beheerscomité, alsook op verzoek van één van de vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgesteld door de secretaris, aangesteld door het beheerscomité en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels van deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Het beheerscomité kan experts en/of technici uitnodigen.

Art. 16.

Het beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen en beslissen als ten minste de helft van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

HOOFDSTUK VI. Verdeling en toewijzing van de middelen**Art. 17.**

De toewijzing en verdeling van de middelen van het fonds worden bepaald in een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst.

Het beheerscomité van het fonds moet waken over het goede beheer van het fonds voor bestaanszekerheid, meer bepaald door alle noodzakelijke maatregelen te nemen met het oog op de continuïteit van de betaling van de toeslagen van het Fonds voor bestaanszekerheid in het kader van het werkloosheidsstelsel en de opleiding van het personeel (conform artikel 25 van het besluit 2018/2292 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de beschutte werkplaatsen van 28 november 2019).

Het beheerscomité komt elk jaar samen om een schatting te maken van het aantal toekomstige werklozen met toeslag van het Fonds voor bestaanszekerheid.

HOOFDSTUK VII. Controle - Balans en rekeningen**Art. 18.**

Elk jaar worden de balans en de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar afgesloten op 31 december. Ze worden nagekeken en goedgekeurd door het beheerscomité tegen 30 juni van het daaropvolgende jaar en meegedeeld aan de SPFB.

Art. 19.

Conform artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, duidt het Paritair Subcomité een revisor of accountant aan die controle uitoefent op het beheer van het fonds.

Deze moet ten minste éénmaal per jaar verslag uitbrengen aan het Paritair Subcomité.

Bovendien informeert hij regelmatig het beheerscomité van het fonds over de resultaten van zijn onderzoek en doet hij de aanbevelingen die hij nuttig acht.

HOOFDSTUK VIII. Ontbinding en vereffening**Art. 20.**

Het fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht. Het wordt ontbonden door het Paritair Subcomité met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden, per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité. Bovengenoemd Paritair Subcomité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet overeenstemmen met de doelstelling waartoe het Fonds werd opgericht.

Art. 21.

Het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité.